

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202618]

4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu le décret du 30 novembre 2018 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu l'urgence consécutive à la décision de mise en liquidation de l'organisme désigné par arrêté ministériel du 17 juillet 2017 pour exercer la mission de centre de référence, la décision d'internalisation de la mission en découlant et la nécessité de garantir la continuité du service;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 mars 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 avril 2019;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Le Ministre charge l'administration de mettre en place en son sein un centre de référence chargé de l'organisation du contrôle du référentiel qualité ainsi que de la remise d'un avis et de recommandations sur les candidatures à la labellisation, le cas échéant, après un avis spécifique, dont les modalités sont déterminées par le Ministre, le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation, chacun pour ce qui le concerne. ».

Art. 2. Les articles 10 et 11 du même arrêté sont abrogés.

Art. 3. L'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. § 1^{er}. Le prestataire de services qui souhaite être labellisé introduit une demande de labellisation auprès de l'Administration selon les modalités fixées conjointement par le Ministre, le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation.

La demande de labellisation est au moins accompagnée d'un dossier permettant de prouver l'expertise et l'expérience requise pour le chèque sollicité.

La labellisation du prestataire de services est octroyée par l'Administration pour une durée maximum de trois ans. L'Administration enregistre le prestataire labellisé ou agréé sur la plate-forme Web.

En cas de refus de labellisation, un prestataire de services peut introduire un recours auprès du Ministre, du Ministre de l'Energie ou du Ministre de la Formation, qui est chargé de statuer dans les deux mois.

§ 2. En cas de non-respect des dispositions fixées par le décret du 21 décembre 2016 ou les arrêtés d'exécution, l'Administration peut suspendre le prestataire de services de la plateforme Web dédiée au portefeuille d'aide pendant une durée déterminée ou, après audition, retirer sa labellisation.

La réinscription du prestataire de services sur la plate-forme Web dédiée au portefeuille d'aide peut se faire uniquement après l'avis favorable de l'Administration ou de l'autorité qui a agréé.

L'Administration fixe les conditions et modalités d'octroi et de retrait de labellisation. ».

Art. 4. A l'article 13 du même arrêté, les deux derniers alinéas sont supprimés.

Art. 5. A l'article 19 du même arrêté, au dernier alinéa, les mots « date de recevabilité du dossier » sont remplacés par les mots « date de paiement de la quote-part du bénéficiaire ».

Art. 6. Le Ministre de l'Economie, le Ministre de l'Energie et le Ministre de la Formation, chacun pour ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2019.

Fait en trois exemplaires à Namur, le 4 avril 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de la Recherche, de l'Industrie, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202618]

4. APRIL 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Dekrets vom 30. November 2018 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2019;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regierung;

Aufgrund der Dringlichkeit infolge des Beschlusses, die Einrichtung in Liquidation zu setzen, die durch Ministeriellen Erlass vom 17. Juli 2017 zur Wahrnehmung der Aufgabe bestellt wurde, als Referenzzentrum zu fungieren, des sich daraus ergebenden Beschlusses, die Aufgabe zu internalisieren, und der Notwendigkeit, die Kontinuität der Dienstleistung sicherzustellen;

Aufgrund der am 28. März 2019 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 4. April 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 9 - Der Minister beauftragt die Verwaltung, innerhalb ihrer Dienststellen ein Referenzzentrum einzurichten, das für die Organisation der Prüfung der Qualitätsanforderungen sowie für die Abgabe, ggf. nach einer spezifischen Stellungnahme, deren Modalitäten vom Minister, vom Minister für Energie und vom Minister für Ausbildung in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich bestimmt werden, einer Stellungnahme und Empfehlungen über die Bewerbungen um die Zertifizierung zuständig ist".

Art. 2 - Artikel 10 und 11 desselben Erlasses werden aufgehoben.

Art. 3 - Artikel 12 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 12 - § 1. Der Diensteanbieter, der zertifiziert werden möchte, reicht einen Zertifizierungsantrag nach den Modalitäten, die gemeinsam durch den Minister, den Minister für Energie und den Minister für Ausbildung festgelegt wurden, bei der Verwaltung ein.

Dem Antrag auf Zertifizierung wird zumindest eine Akte beigefügt, mit deren Hilfe die für den beantragten Scheck erforderliche Fachkompetenz und Erfahrung nachgewiesen werden können.

Die Zertifizierung des Diensteanbieters wird von der Verwaltung für eine Höchstdauer von drei Jahren gewährt. Die Verwaltung trägt den zertifizierten oder zugelassenen Diensteanbieter auf der Internetplattform ein.

Wird die Zertifizierung verweigert, so kann der betreffende Diensteanbieter bei dem Minister, dem Minister für Energie oder dem Minister für Ausbildung, der seinen Beschluss binnen zwei Monaten fassen muss, eine Beschwerde einreichen.

§ 2. Wenn die im Dekret vom 21. Dezember 2016 oder in den Ausführungserlassen festgelegten Bestimmungen nicht beachtet werden, kann die Verwaltung den Diensteanbieter für einen bestimmten Zeitraum aus der dem Beihilfenportfolio gewidmeten Internetplattform ausschließen oder, nach dessen Anhörung, seine Zertifizierung entziehen.

Die Wiedereintragung des Diensteanbieters auf der dem Beihilfenportfolio gewidmeten Internetplattform kann nur nach der günstigen Stellungnahme der Verwaltung oder der Behörde, die die Zulassung ausgestellt hat, erfolgen.

Die Verwaltung legt die Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung und den Entzug der Zertifizierung fest.“

Art. 4 - In Artikel 13 desselben Erlasses werden die letzten zwei Absätze aufgehoben.

Art. 5 - In Artikel 19 desselben Erlasses wird im letzten Absatz die Wortfolge „, die ab dem Datum der Zulässigkeit der Akte erbracht worden sind“ durch die Wortfolge „, die ab dem Datum erbracht worden sind, an dem der Empfänger seinen Anteil gezahlt hat“ ersetzt.

Art. 6 - Der Minister für Wirtschaft, der Minister für Energie und der Minister für Ausbildung werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass wird am 1. April 2019 wirksam.

Gegeben zu Namur, in dreifacher Ausfertigung, den 4. April 2019.

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Forschung, Industrie, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202618]

4 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het decreet van 30 november 2018 betreffende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2019;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 28 juli 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid na de beslissing om het bij ministerieel besluit van 17 juli 2017 aangewezen orgaan voor de uitvoering van de opdracht van referentiecentrum te ontbinden, de daaruit voortvloeiende beslissing om de opdracht te internaliseren en de noodzaak om de continuïteit van de dienst te waarborgen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 maart 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 april 2019;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportefolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 9. De Minister belast de Administratie met de oprichting in eigen kring van een referentiecentrum belast met het organiseren van de controle van het kwaliteitsreferentieel alsook van het uitbrengen van een advies en aanbevelingen over de kandidaturen voor de labeling, in voorkomend geval, na een specifiek advies waarvan de modaliteiten worden bepaald door de Minister, de Minister van Energie en de Minister van Vorming, ieder wat hem betreft. ».

Art. 2. De artikelen 10 en 11 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 3. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 12. § 1. De dienstverlener die gelabeld wenst te worden dient een labelingsaanvraag in bij de Administratie krachtens de modaliteiten gezamenlijk bepaald door de Minister, de Minister van Energie en de Minister van Vorming.

De labelingsaanvraag gaat minstens vergezeld van een dossier dat de deskundigheid en ervaring die vereist zijn voor de aangevraagde cheque kan aantonen.

De labeling van de dienstverlener wordt toegekend door de Administratie voor een maximumduur van drie jaar. De Administratie registreert de gelabelde of erkende verlener op het webplatform.

In het geval van weigering van labeling kan een dienstverlener een beroep indienen bij de Minister, de Minister van Energie of de Minister van Vorming die ermee belast wordt een beslissing te nemen binnen de twee maanden.

§ 2. In geval van niet-naleving van de bepalingen bepaald bij het decreet van 21 december 2016 of de uitvoeringsbesluiten, kan de Administratie de dienstverlener van het webplatform bestemd voor de steunportefolio voor een bepaalde duur schorsen of, na verhoor, diens labeling intrekken.

De herinschrijving van de dienstverlener op het webplatform bestemd voor de steunportefolio kan uitsluitend gebeuren na het gunstig advies van de Administratie of de erkenningsverlenende overheid.

De voorwaarden en modaliteiten van de toekenning en intrekking van de labeling worden door de Administratie bepaald. ».

Art. 4. In artikel 13 van hetzelfde besluit vervallen de laatste twee leden.

Art. 5. In artikel 19 van hetzelfde besluit, in het laatste lid, worden de woorden « datum van ontvankelijkheid van het dossier » vervangen door de woorden « datum van betaling van het aandeel van de begunstigde ».

Art. 6. De Minister van Economie, de Minister van Energie en de Minister van Vorming zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2019.

Opgemaakt in drie exemplaren te Namen, op 4 april 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/12925]

18 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon considérant comme une calamité publique les inondations survenues du 22 mai 2018 au 3 juin 2018 et délimitant son étendue géographique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi-spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1^{er}, II, 5^o, modifié par la loi-spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques, l'article 1^{er}, 1^o, et l'article 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques, les articles 2 à 4 ;

Vu l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques déterminant les critères physiques de reconnaissance d'une calamité naturelle publiques ;

Vu la demande des bourgmestres de Amay, Amel, Ans, Antoing, Aubel, Awans, Bassenge, Bastogne, Beyne-Heusay, Binche, Blegny, Boussu, Braives, Burg-Reuland, Bütgenbach, Chaudfontaine, Clavier, Crisnée, Dalhem, Dour, Durbuy, Ecaussinnes, Esneux, Ferrières, Fleurus, Fléron, Hannut, Herstal, Herve, Jalhay, Juprelle, Jurbise, La Louvière, Le Rœulx, Les Bons Villers, Liège, Nandrin, Olne, Oreye, Oupeye, Pont-à-Celles, Rebecq, Sankt Vith, Seneffe, Soumagne, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Trooz, Vielsalm, Villers-le-Bouillet et Visé relative à l'importance des dégâts provoqués par les intempéries survenues du 22 mai 2018 au 03 juin 2018 ainsi qu'au nombre de sinistrés ;